

Kamer der Volksvertegenwoordigers

ZITTING 1955-1956.

12 JUNI 1956.

WETSONTWERP

betreffende het ouderdomspensioen
der zelfstandigen.

I. — AMENDEMENTEN

VOORGESTELD DOOR DE HEER EECKMAN.

Titel.

De Nederlandse titel van het ontwerp wijzigen als volgt :

« Wetsontwerp betreffende het ouderdomspensioen der zelfstandige arbeiders. »

Art. 2.

In § 5 de woorden : « vóór 1 januari 1956 » vervangen door de woorden : « vóór het van kracht worden van deze wet ».

Art. 7.

Na de woorden : « de Algemene Spaar- en Lijfrentekas » invoegen wat volgt :

In deze instelling wordt er een afzonderlijke afdeling opgericht, gelast met de toepassing van de wettelijke verzekering, zoals bepaald in onderhavige wet.

Deze afdeling houdt een afzonderlijke boekhouding en wordt in meerderheid beheerd door de vertegenwoordigers van de meest representatieve organisaties van zelfstandige arbeiders.

Worden beschouwd als zijnde de meest representatieve organisaties, die organisaties welke voldoen aan de wet van 2 mei 1949 tot oprichting van de Hoge Raad van de Middenstand.

Zie :

281 (1954-1955) :

— N° 21 : Ontwerp gewijzigd door de Senaat :

Chambre des Représentants

SESSION 1955-1956.

12 JUIN 1956.

PROJET DE LOI

relatif à la pension de vieillesse
des travailleurs indépendants.

I. — AMENDEMENTS

PRÉSENTÉS PAR M. EECKMAN.

Intitulé.

Modifier comme suit l'intitulé néerlandais :

« Wetsontwerp betreffende het ouderdomspensioen der zelfstandige arbeiders. »

Art. 2.

Au § 5, remplacer les mots « avant le 1^{er} janvier 1956 », par les mots : « avant l'entrée en vigueur de la présente loi ».

Art. 7.

Après les mots « 1^o de la Caisse Générale d'Épargne et de Retraite », insérer ce qui suit :

Il sera créé auprès de cet organisme une section spéciale chargée de l'exécution de l'assurance légale, organisée par la présente loi.

Cette section tiendra une comptabilité distincte et sera administrée par une majorité de délégués des organisations les plus représentatives des travailleurs indépendants.

Seront considérées comme étant les organisations les plus représentatives, celles qui satisfont aux dispositions de la loi du 2 mai 1949 portant organisation du Conseil Supérieur des Classes Moyennes.

Voir :

281 (1954-1955) :

— N° 21 : Projet amendé par le Sénat.

De Koning bepaalt de modaliteiten voor de oprichting van de in dit artikel bedoelde afdeling en voor de samenstelling van de Raad van Beheer.

Le Roi détermine les modalités d'organisation de la section visée au présent article ainsi que la composition du Conseil d'Administration.

P. EECKMAN.
A. DE CLERCK.

II. — AMENDEMENTS

PRÉSENTÉS PAR M. VANDEN BOEYNANTS.

Art. 2.

1. — Compléter le § 1 par ce qui suit :

« soit en souscrivant un contrat d'assurance sur la vie dans les conditions prévues à l'article 7bis ».

2. — Modifier comme suit le § 4 :

« Les conventions qui auraient été conclues sur base des dispositions des présentes lois avant la date de son entrée en vigueur, peuvent être considérées comme nulles et non avenues ».

3. — Supprimer le § 5.

4. — Modifier comme suit le § 6 :

« Les assujettis qui ont souscrit avant l'entrée en vigueur de la présente loi auprès d'un organisme autorisé en vertu de la loi du 25 juin 1930 sur le contrôle des entreprises d'assurance sur la vie ou auprès de la Caisse Générale d'Epargne et de Retraite, un contrat d'assurance sur la vie de leur choix ne répondant pas aux conditions stipulées à l'article 7bis de la présente loi, ont la faculté de demander à leur organisme assureur d'adapter ce contrat en tout ou en partie, en vue de le mettre en concordance avec les dispositions dudit article. »

Art. 7bis (nouveau).

Insérer un article 7bis libellé comme suit :

« Les assujettis peuvent satisfaire à l'obligation imposée par l'article 2 en souscrivant un contrat d'assurance sur la vie de leur choix auprès d'un organisme autorisé en vertu de la loi du 25 juin 1930 sur le contrôle des entreprises d'assurances sur la vie ou auprès de la Caisse Générale d'Epargne et de Retraite. Ce contrat doit toutefois :

1° Assurer tant à l'assujetti qu'à sa veuve au moins les rentes qui doivent être constituées en vertu de l'article 3;

2° En cas de cessation d'activité professionnelle, constituer des rentes s'élevant par année d'assurance, à 1/45^{ème} ou 1/40^{ème}, suivant le sexe, des montants minima fixés à l'article 3.

Les articles 5 et 6 sont applicables à ces contrats d'assurances sur la vie à concurrence des rentes minima exigées.

II. — AMENDEMENTEN VOORGESTELD

DOOR DE HEER VANDEN BOEYNANTS.

Art. 2.

1. — De eerste paragraaf aanvullen met wat volgt :

« hetzij door het sluiten van een levensverzekeringscontract onder de in artikel 7bis bepaalde voorwaarden ».

2. — § 4 als volgt wijzigen :

« De overeenkomsten die op grond van deze wetten gesloten zijn vóór de datum van de inwerkingtreding ervan, kunnen als nietig worden beschouwd. »

3. — § 5 weglaten.

4. — § 6 als volgt wijzigen :

« De verzekeringsplichtigen die, vóór de inwerkingtreding van deze wet, bij een instelling die krachtens de wet van 25 juni 1930 betreffende de controle op de levensverzekeringsondernemingen gemachtigd is, of bij de Algemene Spaar- en Lijfrentekas, een levensverzekeringscontract naar hun keuze hebben afgesloten dat niet aan de in artikel 7bis van deze wet gestelde voorwaarden voldoet, mogen hun verzekeringsinstelling verzoeken dat contract geheel of ten dele aan te passen ten einde het in overeenstemming te brengen met de bepalingen van voornoemd artikel. »

Art. 7bis (nieuw).

Een artikel 7bis invoegen, dat luidt als volgt :

« De verzekeringsplichtigen kunnen aan de bij artikel 2 opgelegde verplichtingen voldoen door bij een instelling, die krachtens de wet van 25 juni 1930 betreffende de controle op de levensverzekeringsondernemingen is gemachtigd, of bij de Algemene Spaar- en Lijfrentekas, een levensverzekeringscontract naar keuze te sluiten. Dit contract moet echter :

1° — zowel aan de betrokkene als aan zijn weduwe ten minste de krachtens artikel 3 te vestigen renten waarborgen;

2° — ingeval de beroepsbezigheid een einde neemt, een rente vestigen die, naargelang het een man of een vrouw betreft, 1/45^{ste} of 1/40^{ste} der in artikel 3 bepaalde minima per verzekeringsjaar bedraagt.

De artikelen 5 en 6 zijn van toepassing op deze levensverzekeringscontracten tot een beloop van de vereiste minimumrente. »

JUSTIFICATION.

Les présents amendements ont pour but de réintroduire dans la loi la faculté qui avait été accordée par le texte primitif et celui que la Chambre avait voté, de réaliser leur pension au moyen d'une assurance-vie.

La modification apportée au premier alinéa de l'article 2 réintroduit cette possibilité de principe.

La modification apportée à l'article 4 a pour objet de rendre l'annulation des contrats d'assurance-vie souscrits sur base de la présente loi et avant son entrée en vigueur facultative pour celui qui aurait été induit en erreur.

Il paraît en effet anormal d'annuler d'office tous les contrats d'assurance-vie même si ceux-ci ont été conclus de façon absolument correcte et en pleine connaissance de cause par le souscripteur.

Il s'agit donc de substituer une nullité relative à une nullité absolue.

La possibilité d'utiliser le système d'assurance-vie étant prévu en principe de façon générale le paragraphe 5 n'a plus aucune raison d'être et nous en proposons la suppression.

Quant au paragraphe 6, il prévoit l'adaptation des contrats anciens aux obligations de la nouvelle loi.

Il est modifié pour le mettre en concordance avec le rétablissement de l'ancien article 8 de la loi qui devient l'article 7bis du texte actuel.

Quant à l'article 7bis que nous proposons d'introduire dans le texte transmis par le Sénat, il s'agit, comme dit ci-dessus, de l'ancien article 8 tel qu'il avait été adopté par la Chambre.

Cette dernière n'avait formulé aucune espèce d'objection à la réalisation de la pension des indépendants par le système de l'assurance-vie.

Le Sénat a supprimé cette faculté sans donner à cette décision la moindre justification convaincante.

La suppression de l'assurance-vie irait à l'encontre de la volonté exprimée par le législateur à l'occasion de l'adoption de la loi du 8 mars 1951 qui a désiré encourager la réalisation d'une pension par le système de l'assurance-vie, en prévoyant que les primes pourraient, moyennant certaines conditions, figurer parmi les frais généraux des travailleurs indépendants.

Supprimer cette possibilité à l'heure actuelle c'est contredire le législateur de 1951 et les termes de loi existants.

Sans doute en droit strict, certains travailleurs indépendants pourrout-ils encore cumuler leur pension dans le régime légal ou par affectation d'un immeuble avec la souscription d'une assurance-vie.

Mais il s'agira là de cas particulier car l'effort financier exigé par un tel cumul ne sera supportable que par une petite minorité.

Les dispositions de la loi du 8 mars 1951 seront vidées d'une grande partie de leur substance et c'est dans ce sens que nous estimons qu'il y a contradiction entre la suppression de la modalité prévue par l'article 8 du projet primitif et l'existence de cette loi.

Vis-à-vis des travailleurs indépendants, il faut noter que cette suppression constitue une violation grave de leur volonté clairement exprimée tant par l'intermédiaire du Conseil Supérieur des Classes Moyennes que par l'ensemble de leurs organisations représentatives professionnelles ou interprofessionnelles.

On a souligné que, durant la seule année 1955, 75.000 travailleurs indépendants avaient souscrit des assurances-vie.

Sans doute dans le texte voté par le Sénat celles-ci demeurent-elles valables, mais a-t-on songé à l'avenir et se rend-on compte que l'on va enlever aux futures générations une modalité d'épargne qu'un très grand nombre sinon la majorité de leurs aînés avaient estimé être la meilleure.

Serait-il juste, d'autre part, de pénaliser uniquement les entreprises privées d'assurances alors que la Caisse Générale d'Epargne et de Retraite s'est livrée elle-même sur une échelle particulièrement large à une propagande basée sur la future loi de pension. Ceci n'est point discutable et résulte clairement de la réponse faite par M. le Ministre des Classes Moyennes à la question parlementaire n° 19 qui lui a été posée en date du 3 mai 1956.

Il semble que l'on ne se soit pas rendu compte qu'en voulant pénaliser certaines compagnies d'assurances, on les a pénalisées toutes et surtout l'on a sanctionné les travailleurs indépendants, parfaitement innocents des critiques formulées, en limitant leur liberté.

On a également parlé d'un pluralisme inconcevable en matière sociale.

Ce pluralisme n'existe-t-il pas en matière d'assurances maladie-invalidité ou en matière de paiement d'indemnités de chômage, lequel, bien qu'il soit fait avec l'argent de la collectivité, se réalise pour la plus large part à l'intervention des syndicats ouvriers.

Ce pluralisme n'existe-t-il pas dans le domaine des assurances contre les accidents de travail.

La Chambre avait accepté cette modalité de pension.

VERANTWOORDING.

Deze amendementen strekken tot de wederinvoering in de wet van de mogelijkheid die bij de oorspronkelijke tekst en bij deze die door de Kamer werd gestemd en was verleend om het pensioen te vormen door middel van een levensverzekering.

De wijziging aan het eerste lid van artikel 2 voert opnieuw deze principiële mogelijkheid in.

De wijziging van artikel 4 is bedoeld om de nietigverklaring mogelijk te maken van de levensverzekeringscontracten die ondertekend werden op basis van deze wet en vóór haar facultatieve inwerking-treding voor diegene die in dwaling zou zijn gebracht.

Het lijkt inderdaad abnormaal ambtshalve alle levensverzekeringscontracten nietig te verklaren indien deze contracten op volkomen regelmatige wijze en met volkomen kennis van zaken door de ondertekenaar afgesloten, werden.

De bedoeling is dus een betrekkelijke nietigverklaring in de plaats van een volstrekte nietigverklaring te stellen.

Daar de mogelijkheid om gebruik te maken van het levensverzekeringstelsel in principe algemeen is voorzien, heeft § 5 geen bestaansreden meer, zodat wij voorstellen ze weg te laten.

Wat § 6 betreft, die paragraaf voorziet in de aanpassing van de oude contracten aan de verplichtingen van de nieuwe wet.

Hij werd gewijzigd om in overeenstemming te worden gebracht met de wederinvoering van het vroeger artikel 8 van de wet, hetwelk artikel 7bis van deze tekst is geworden.

Wat artikel 7bis betreft, waarvan wij de invoering in de door de Senaat overgemaakte tekst voorstellen, betreft het hier, zoals hierboven werd gezegd, het vroeger artikel 8 zoals het door de Kamer werd goedgekeurd.

Deze laatste had generlei opwerping geuit tegen de vestiging van het pensioen van de zelfstandigen door middel van het levensverzekeringstelsel.

De Senaat had dit recht afgeschafte zonder voor deze beslissing de minste overtuigende verantwoording te geven.

De afschaffing van de levensverzekering zou in strijd zijn met de wil door de wetgever te kennen gegeven naar aanleiding van de goedkeuring van de wet van 8 maart 1951, namelijk de samenstelling van een pensioen door het levensverzekeringstelsel aan te moedigen door te bepalen dat de premieën mits bepaalde voorwaarden, onder de algemene onkosten van de zelfstandige arbeiders kunnen worden opgenomen.

Zulke mogelijkheid thans afschaffen zou erop neerkomen de wetgever van 1951 en de bewoordingen van de bestaande wet tegen te spreken.

Weliswaar zullen sommige zelfstandigen, naar streng recht nog hun pensioen volgens het wettelijk stelsel kunnen samenvoegen of door het bestemmen van een onroerend goed samen met het sluiten van een levensverzekering.

Dat zullen echter bijzondere gevallen zijn, want de geldelijke inspanning, welke voor dergelijke cumulatie vereist is, zal slechts door een kleine minderheid kunnen gedaan worden.

Een merkelijk deel van hetgeen de bepalingen der wet van 8 maart 1951 bevatten zal vervallen en in dat verband moet onze mening worden gezien, volgens welke er een tegenstrijdigheid bestaat tussen de opheffing van de modaliteit, waarin artikel 8 van het oorspronkelijk ontwerp voorziet, en het bestaan van die wet.

Er werde aangestipt dat die opheffing voor de zelfstandige arbeiders een ernstige miskenning betekent van hun wil, die zij zowel via de Hoge Raad voor de Middenstand als via al hun representatieve beroepsorganisaties of interprofessionele organisaties duidelijk te kennen hebben gegeven.

Er is op gewezen dat gedurende het jaar 1955 alleen al 75.000 zelfstandige arbeiders levensverzekeringen hebben gesloten.

In de door de Senaat goedgekeurde tekst blijven die levensverzekeringen weliswaar geldig, doch heeft men wel aan de toekomst gedacht en beseft men wel dat aan de toekomstige generaties een wijze van sparen gaat ontzegd worden, die volgens velen, zoniet de meesten hunner voorgangers, de beste was geweest.

Zou het anderzijds billijk zijn enkel de private verzekeringsbedrijven te treffen, terwijl de Algemene Spaar- en Lijfrentekas zelf, op grond van de toekomstige pensioenwet, een breed opgezette propaganda heeft gevoerd? Dit staat buiten kijf en blijkt duidelijk uit het antwoord van de Minister van Middenstand op de hem op 3 mei 1956 gestelde parlementaire vraag (n° 19).

Men schijnt er zich geen rekenschap van te hebben gegeven dat men, door sommige verzekeringsmaatschappijen te willen treffen, alle maatschappijen heeft getroffen en vooral dat men de zelfstandigen, voor wie de uitgebrachte kritiek geen zins opgaat, heeft gestraft door hun vrijheid te beknotten.

Er werd ook gewag gemaakt van pluralisme, dat in sociale zaken ondenkbaar is.

Maar bestaat dat pluralisme niet op het stuk van verzekering tegen ziekte en invaliditeit of inzake uitbetaling van werklozensteun, welke uitbetaling weliswaar met het geld van de gemeenschap geschiedt, maar niettemin voor het grootste gedeelte aan de bijdragen der arbeidersvakbonden is te danken?

Bestaat dat pluralisme niet op het gebied van de verzekering tegen arbeidsongevallen?

De Kamer had die wijze van pensioenvestiging aanvaard.

Il faut admettre que le Sénat n'a trouvé aucune objection qui soit déterminante. C'est pourquoi nous demandons à la Chambre de ne pas se déjuger et de rétablir la possibilité de constitution de pension par assurance-vie.

Men moet toegeven dat in de Senaat geen enkel doorslaggevend bezwaar naar voren werd gebracht. Derhalve verzoeken wij de Kamer zich zelf niet tegen te spreken, maar de mogelijkheid tot pensioenvestiging door middel van een levensverzekering te herstellen.

P. VANDEN BOEYNANTS,
E. CHARPENTIER,
A. PARISIS.

III. — AMENDEMENTEN

VOORGESTELD DOOR DE HEER DE CLERCK.

Art. 3.

1) In § 1, litt. a), eerste lid, de bedragen « 18.000 en 9.000 » respectievelijk vervangen door « 20.000 en 10.000 ».

2) In § 1, litt. b), eerste lid, « 12.000 » vervangen door « 13.400 ».

Art. 10.

De bedragen « 18.000 » vervangen door « 20.000 » en « 12.000 » vervangen door « 13.400 ».

III. — AMENDEMENTS PRÉSENTÉS

PAR M. DE CLERCK.

Art. 3.

1) Au § 1^{er}, litt. a), premier alinéa, remplacer les montants « 18.000 et 9.000 » respectivement par « 20.000 et 10.000 ».

2) Au § 1^{er}, litt. b), premier alinéa, remplacer le montant « 12.000 » par « 13.400 ».

Art. 10.

Remplacer les montants « 18.000 » par « 20.000 » et « 12.000 » par « 13.400 ».

A. DE CLERCK,
J. DE SAEGER,
P. EECKMAN.

IV. — AMENDEMENTEN

VOORGESTELD DOOR DE HEER DE SAEGER.

Art. 3.

A. — In hoofdde.

Paragraaf 2 doen luiden als volgt :

« In geval van aansluiting bij de wettelijke verzekering na de leeftijd van 25 jaar is de jaarlijks te verrichten storting gelijk aan deze te verrichten door de verzekeringsplichtige die zich op 25-jarige leeftijd aansluit.

Deze stortingen geven recht aan zoveel maal 1/45^e voor de mannen en 1/40^e voor de vrouwen van de in § 1 aangegeven bedragen als er nog jaren overblijven vóór het bereiken van de pensioengerechtigde leeftijd. »

VERANTWOORDING.

In onze sociale wetgeving wordt nooit een onderscheid naargelang de leeftijd gemaakt in het bedrag van de sociale verplichtingen.

Wordt het ontwerp ongewijzigd aangenomen dan zullen de zelfstandigen méér moeten betalen naargelang ze ouder zijn bij de inwerkingtreding van de nieuwe wet.

Ons amendement beoogt de gelijkheid in de verplichtingen tussen jongeren en ouderen te herstellen.

IV. — AMENDEMENTS

PRÉSENTÉS PAR M. DE SAEGER.

Art. 3.

A. — En ordre principal :

Rédiger comme suit le § 2 :

« En cas d'affiliation à l'assurance légale après l'âge de 25 ans, le versement annuel à effectuer est égal à celui auquel est soumis l'assujetti qui s'affilie à l'âge de 25 ans.

Ces versements donnent droit à autant de fois 1/45^{me} pour les hommes, et 1/40^{me} pour les femmes, des montants déterminés au § 1^{er}, qu'il reste d'années à courir jusqu'à l'âge de la retraite. »

JUSTIFICATION.

Notre législation sociale ne fait jamais de distinction, suivant l'âge entre les montants des obligations sociales.

Si le projet est adopté sans modification, les indépendants devront payer plus selon qu'ils seront plus âgés au moment de l'entrée en vigueur de la nouvelle loi.

Notre amendement a pour objet de rétablir l'égalité des obligations entre les jeunes et les vieux.

B. — In bijkomende orde, § 2 aanvullen met wat volgt :

« *Het Solidariteits- en Waarborgfonds verschaft de rente-aanvullingen welke de verzekeringsorganismen in de mogelijkheid moet stellen de bepalingen van de voorgaande alinea uit te voeren in de voorwaarden die de Koning bepaalt.* »

VERANTWOORDING.

Beslist de meerderheid het kapitalisatiestelsel te behouden — wat wij ongewenst achten — dan biedt dit ondergeschikt amendement een oplossing voor de technische moeilijkheid die zou oprijzen door ons amendement in hoofdorde.

Art. 7.

Het derde lid doen luiden als volgt :

« *De Algemene Spaar- en Lijfrentekas richt, onder toezicht van de Minister van Middenstand, een afzonderlijk beheer in voor de in deze afdeling bepaalde verrichtingen. Hiervoor houdt zij een bijzondere boekhouding en stelt zij afzonderlijke wiskundige reserves samen berekend volgens de door de Koning bepaalde grondslagen.* »

VERANTWOORDING.

Tekstverbetering, noodzakelijk geworden door het weglaten van de verzekeringsmaatschappijen, voor wie de oorspronkelijke tekst bedoeld was.

B. — Subsidiairement, compléter le § 2 par ce qui suit :

« *Le Fonds de Solidarité et de Garantie fournit les compléments de rente qui doivent permettre aux organismes assureurs d'exécuter les dispositions de l'alinéa précédent dans les conditions fixées par le Roi.* »

JUSTIFICATION.

Si la majorité décide de maintenir le système de capitalisation — ce qui à notre avis n'est pas souhaitable — cet amendement subsidiaire offre une solution à la difficulté technique qui résulterait de notre amendement principal.

Art. 7.

Rédiger l'alinéa 3 comme suit :

« *La Caisse Générale d'Épargne et de Retraite établit, sous le contrôle du Ministre des Classes Moyennes, une gestion distincte pour les opérations définies à la présente section. A cet effet, elle tient une comptabilité spéciale et constitue des réserves mathématiques distinctes, calculées suivant les bases déterminées par le Roi.* »

JUSTIFICATION.

Il s'agit d'une rectification du texte rendue nécessaire par l'exclusion des sociétés d'assurances visées par le texte initial.

J. DE SAEGER.